

NOTE

Objet: **Rapport de synthèse relatif à la session plénière**
- Bruxelles, les 9 et 10 juillet 2003¹

1. En ouvrant la séance du 9 juillet, le Président de la Convention a présenté le texte révisé par le Praesidium après la session plénière du 4 juillet (doc. CONV 847/03). Ce texte comporte les modifications suivantes de la Partie III du projet de Constitution:
 - l'article III-85 bis paragraphe 1 a fait l'objet d'une nouvelle rédaction clarifiant les mesures qui peuvent être adoptées par les États membres de la zone Euro pour ce qui les concerne ;
 - la consultation du Parlement européen a été ajoutée dans la procédure d'adoption par le Conseil des ministres de règlements ou décisions européens en matière de non-discrimination et dans le domaine du transport, ainsi que pour l'adoption de la décision européenne qui établit les procédures spécifiques pour garantir l'accès rapide aux crédits du budget de l'Union destinés au financement des opérations de gestion de crises ;
 - dans deux autres cas, l'information du Parlement a été ajoutée: il s'agit de la décision du Conseil visant la mise en œuvre d'accords conclus au niveau de l'Union par les partenaires sociaux et de la mise en œuvre de la clause de solidarité ;

¹ Le verbatim de la session plénière se trouve sur le site web à l'adresse suivante:
<http://european-convention.eu.int>.

- une clarification a été apportée à l'article III-163, précisant que la politique d'immigration développée au niveau de l'Union n'implique pas la perte par les États membres de leur droit de fixer les volumes d'entrée sur leur territoire des ressortissants de pays tiers dans le but de rechercher un emploi salarié ou non salarié ;
- une amélioration a été apportée dans le cadre du processus décisionnel en matière de politique étrangère, pour le cas où un membre du Conseil s'oppose à l'adoption d'une décision, qui peut être adoptée à la majorité qualifiée, pour des raisons de politique nationale vitales. Dans ce cas le texte précise le rôle de médiateur du Ministre des Affaires étrangères qui est chargé de rechercher, en consultation avec cet État membre, une solution acceptable ;
- pour venir à la rencontre des préoccupations de plusieurs Conventionnels s'agissant de la nature ou du caractère perçu comme exclusif de la coopération structurée en matière de défense, le Praesidium a proposé, d'une part, de garder cette possibilité de flexibilité et, d'autre part, de stipuler, que mises à part les dispositions spécifiques à cette coopération, les autres dispositions générales relatives aux coopérations renforcées s'appliquent. Parallèlement, l'article III-318 a été supprimé qui excluait l'application de l'ensemble du régime de la coopération renforcée au domaine de la défense ;
- un nouvel article III-324 bis a été introduit qui confère aux coopérations renforcées la possibilité de décider à l'unanimité que le Conseil de la coopération renforcée statuera à la majorité qualifiée, ainsi que la possibilité de décider, toujours à l'unanimité, que dans un domaine dans lequel s'applique une procédure législative spéciale, la coopération renforcée appliquera la procédure législative ordinaire ;
- un ajout a été apporté à l'article III-278 afin que les personnes physiques et morales frappées par des mesures restrictives autres que celles économiques et financières aient une possibilité de recours à la Cour de Justice. Un ajout a également été fait à l'article III-141 paragraphe 2, spécifiant que l'Union vise à permettre aux chercheurs de coopérer librement au-delà des frontières ;

- enfin, un amendement a été effectué à l'article III-177 afin d'y indiquer que l'action de l'Union vise à encourager la participation des jeunes à la vie démocratique de l'Europe.

2. Lors du débat qui a suivi cette présentation, les questions suivantes ont été soulevées :

- plusieurs Conventionnels ont insisté pour qu'un article soit inséré dans le projet de Constitution, consacrant les symboles de l'Union ;
- un Conventionnel a estimé que l'Union souffrait d'un manque de transparence. Plusieurs autres Conventionnels se sont élevés contre cette affirmation, rappelant que le projet de Constitution contenait de nombreuses dispositions visant à rendre l'Union encore plus transparente ;
- certains Conventionnels ont estimé que certaines modifications apportées au texte n'étaient pas de nature technique. Ils ont cité à ce propos les modifications apportées dans les domaines de la coopération renforcée, du rôle de la Cour de justice et des services d'intérêt général ;
- plusieurs Conventionnels ont regretté que le consensus n'ait pas pu être atteint afin d'étendre le vote à la majorité qualifiée aux décisions relatives à la politique étrangère et de sécurité commune, au moins pour les initiatives conjointes du ministre des affaires étrangères et de la Commission ;
- le même regret a été exprimé quant à la fiscalité et quant à la non-discrimination ;
- un certain nombre d'orateurs ont souhaité que la mise en place et l'organisation du service européen pour l'action extérieure soient établies par une loi européenne ;
- certains ont insisté sur la nécessité que le texte du projet de Constitution soit neutre du point de vue des genres ;

- quelques orateurs ont demandé que la cohérence soit assurée entre les première et troisième parties du projet de Constitution, notamment quant à l'emploi des termes de plein emploi et d'économie sociale de marché ;
- plusieurs Conventionnels auraient souhaité qu'en matière de recherche et de santé publique, le cadre juridique soit plus clair ;
- un Conventionnel a également regretté que le texte ne contienne pas de disposition relative à la promotion de la diversité culturelle ;
- quelques Conventionnels ont insisté sur la nécessité que toutes les institutions, en ce compris le Conseil européen, soient soumises au contrôle juridictionnel de la Cour de justice ;
- plusieurs Conventionnels ont exprimé leur satisfaction concernant l'introduction d'un nouveau paragraphe à l'article III-208 visant le rapprochement de la coopération structurée aux dispositions sur la coopération renforcée. Certains d'entre eux auraient souhaité que ce rapprochement soit davantage explicite, ils se sont néanmoins félicités d'une telle modification de l'article.

4. Après une après-midi de débat en plénière et de négociations au sein des différentes composantes de la Convention et des groupes politiques, ainsi qu'entre ces composantes et ces groupes, le Président de la Convention a présenté, le 10 juillet, le texte révisé par le Praesidium à la lumière des résultats des travaux précités. Ce texte, repris au doc. CONV 848/03, comporte les modifications suivantes par rapport au texte repris au doc. CONV 847/03 :

- l'insertion d'un nouvel article sur les "signes de l'Union" ;

- l'indication dans l'article III-5 concernant la lutte contre toute forme de discrimination, que la loi ou la loi-cadre européenne peut établir les principes de base des mesures d'encouragement de l'Union et définir de telles mesures, qui ont pour but de soutenir l'action des États membres sans toutefois pouvoir comporter d'harmonisation des législations nationales ;
- l'introduction dans les articles concernant la politique sociale, la recherche, la santé publique et l'industrie, de dispositions qui se réfèrent à des formes spécifiques de coordination ;
- en ce qui concerne la politique commerciale, pour les accords dans le domaine des services culturels et audiovisuels - qui jusqu'ici sont conclus d'un commun accord par les États membres et par la Communauté - le projet conserve l'unanimité, dans la mesure où ces accords risqueraient de porter atteinte à la diversité culturelle et linguistique de l'Union, qui figure à l'article 3 de la première Partie parmi les objectifs de l'Union. Pour ce qui concerne les accords en matière de transport, la formule du traité de Nice a été reprise ;
- la déclaration sur la création du service européen d'action extérieure a été légèrement modifiée pour préciser que l'accord entre Commission et Conseil sur la création d'un tel service doit se faire dans le respect des droits du Parlement européen ;
- le Protocole relatif au traité Euratom et l'article IV-2 sur la continuité juridique de la nouvelle Union européenne instituée par la Constitution ont été amendé ;
- concernant la révision de la Constitution (article IV-6), l'approbation du Parlement a été ajoutée dans le cadre de la procédure par laquelle le Conseil européen décide de ne pas convoquer la Convention lorsque la portée des modifications envisagées ne justifie pas une telle convocation.

5. Ces modifications du projet de Constitution ont été bien accueillies par les membres de la Convention. De nombreux membres ont exprimé l'avis qu'ainsi modifié, le texte reflétait les résultats de la Convention. Ils ont insisté afin que les États membres ne remettent pas en cause ce texte dans le cadre de la CIG, afin de ne pas mettre en péril le délicat équilibre auquel était parvenue la Convention. Ils ont également été nombreux à demander que la CIG fonctionne de manière ouverte et transparente à l'instar de la Convention. Ils ont souhaité que la CIG soit courte et que le Président et les vice-présidents y soient associés.
6. En clôture de la session plénière, le Président ainsi que les deux Vice-Présidents ont pris la parole. Le Vice-Président Amato a exprimé son émotion quant à l'expérience de grande valeur qu'il a vécue au sein de la Convention, grâce à tous ses membres. Celle-ci fut le reflet de l'Europe qui est construite sur des rapports entre personnes qui partagent les mêmes racines et les mêmes héritages culturels, leur permettant de se comprendre et de vivre ensemble des expériences politiques et humaines uniques. Il a insisté sur le fait que la Convention, à travers la participation des Conventionnels des États candidats, a porté à existence l'Europe de demain, l'Europe élargie. Elle a également renforcé la dimension démocratique de l'Europe – la transparence.

Le Vice-Président Dehaene a exprimé sa conviction que la Convention ait été une étape décisive dans la construction européenne; une étape qui permet de rendre réelle la réunification de l'Europe et qui a pu, à travers sa réussite, marquer des progrès qu'aucune conférence intergouvernementale n'a jamais atteint. Il a rendu hommage à tous les Conventionnels pour leur travail qui a conduit à un tel succès. Il a également remercié les membres du Praesidium et tout particulièrement le Vice-Président Amato. Le Vice-Président Dehaene a tenu à rendre un hommage particulier au Président de la Convention. Il a insisté sur le fait que la Convention n'aurait pas été celle qu'elle a été sans la personnalité de son Président et qu'il était confiant que le Président serait le plus ardent défenseur de son résultat à l'avenir.

Dans son discours de clôture, le Président Giscard d'Estaing a constaté qu'un très large consensus s'était dégagé sur l'ensemble du projet de traité établissant une Constitution pour l'Europe. Il a rappelé la démarche de la Convention qui, à travers un travail de réflexion et de débats de seize mois, a abouti à l'élaboration du projet de la Constitution. Le Président a insisté sur le fait que ce grand succès – le premier projet de Constitution pour l'Europe – a été possible grâce, entre autres, au bon usage du temps. D'une part, pour permettre aux nouveaux États membres de s'accoutumer avec le fonctionnement des Institutions européennes, d'autre part pour évaluer le positionnement de l'Union dans le temps et les traversées qu'elle avait poursuivies depuis 1950. Enfin, ce bon usage du temps a permis de fournir aux nouvelles générations des instruments, des passerelles qui leur permettront d'aller encore plus loin dans l'intégration, s'ils le souhaitent un jour.

Le Président a confirmé qu'il transmettrait au Conseil européen le message de la Convention de laisser aussi intact que possible le consensus équilibré atteint au sein de la Convention. Il a ajouté que la CIG devrait rendre publics les propositions et amendements des uns et des autres, afin que l'opinion publique et les Conventionnels puissent être informés du déroulement de ses travaux et puissent commenter les propositions et amendements en question.

Ensuite, le Président a rendu hommage à tous les membres de la Convention qui ont prouvé que la méthode de la Convention est une réussite et qu'elle devait être maintenue comme celle qui assure le plus de transparence, d'efficacité et de légitimité.

Le Président a également remercié chaleureusement les deux Vice-Présidents de la Convention, M. Giuliano Amato et M. Jean-Luc Dehaene dont la contribution aux travaux de la Convention a été décisive. Il a également exprimé son appréciation pour le soutien efficace donné aux travaux de la Convention par le Secrétariat conduit par Sir John Kerr et Mme Annalisa Giannella.

A la fin de la session plénière, le Président a invité les Conventionnels à signer le document de transmission du projet de Convention dont le texte se lit comme suit : "Nous, Conventionnels européens, ayant contribué à l'élaboration de ce projet de Constitution, le remettons à la Présidence du Conseil européen, en souhaitant qu'il constitue le fondement du futur traité instituant une Constitution pour l'Europe."

Il a également invité les Conventionnels à signer le panneau avec le logo de la Convention qui avait été présent dans la salle de la plénière tout au long de la durée de ses travaux. Ce panneau sera déposé auprès du Parlement Européen.

93 membres titulaires de la Convention ont déjà apposé leur signature sur le document, certains l'ayant fait les jours suivant la session plénière en envoyant leur signature au bureau du Président ou en s'y rendant.

Session plénière 9 et 10 juillet 2003

LISTE DES ORATEURS

suivant l'ordre des interventions

Jeudi 9 juillet

Débat sur le texte révisé de la partie III

(Cartons bleu : Bonde, McCormick)

M. Lamberto DINI - Italie (Parlement)
M. Inigo MENDEZ DE VIGO - Parlement européen
Mme Danuta HÜBNER - Pologne (Gouvernement)
M. António VITORINO - Commission
Mme Linda McAVAN - Parlement européen
M. Pierre LEQUILLER - France (Parlement)
M. Andrew DUFF - Parlement européen
M. Jan KOHOUT - Rép. Tchèque (Gouvernement)
M. Luis MARINHO - Parlement européen
M. Elmar BROK - Parlement européen
M. Henning CHRISTOPHERSEN - Danemark (Gouvernement)
M. Frans TIMMERMANS - Pays Bas (Parlement)
Mme Teija TIILIKAINEN - Finlande (Gouvernement)
Mme Anne VAN LANCKER - Parlement européen
M. Zekeriya AKCAM - Turquie (Parlement)
M. Olivier DUHAMEL - Parlement européen
M. Kimmo KILJUNEN - Finlande (Parlement)
M. Joschka FISCHER - Allemagne (Gouvernement)
M. Jozef OLEKSY - Pologne (Parlement)
M. Gijs DE VRIES - Pays Bas (Gouvernement)
M. Sören LEKBERG - Suède (Parlement)
M. Marietta GIANNAKOU - Grèce (Parlement)
M. Jari VILÉN - Finlande (Parlement)
(Cartons bleu : Einem, Spini, Dastis, Voggenhuber, van der Linden, Haenel)
M. Aloiz PETERLE - Slovénie (Parlement)
M. Göran LENNMARKER - Suède (Parlement)
M. Michel BARNIER - Commission
Mme Maria Eduarda AZEVEDO - Portugal (Parlement)
Mme Sylvia-Yvonne KAUFMANN - Parlement européen
Mme Sandra KALNIETE - Lettonie (Gouvernement)
M. Jelko KACIN - Slovénie (Parlement)
M. Dick ROCHE - Irlande (Gouvernement)
M. Ben FAYOT - Luxembourg (Parlement)
Mme Cristiana MUSCARDINI - Parlement européen
M. Alberto COSTA - Portugal (Parlement)
M. Alain LAMASSOURE - Parlement européen
M. Jürgen MEYER - Allemagne (Parlement)
M. Edmund WITTBRODT - Pologne (Parlement)
Mme Hanja MAIJ-WEGGEN - Parlement européen
M. Proinsias DE ROSSA - Irlande (Parlement)
M. Jens-Peter BONDE - Parlement européen

(Carton bleu : Christophersen)

M. Vytenis ANDRIUKAITIS - Lituanie (Parlement)

M. Panayotis DEMETRIOU - Chypre (Parlement)

SUPPLÉANTS

Baroness SCOTLAND - Royaume Uni (Gouvernement)	* suppléant M. Hain
Mme Pascale ANDREANI - France (Gouvernement)	* suppléante M. de Villepin
M. Valdo SPINI - Italie (Parlement)	* suppléant M. Follini
M. Manuel LOBO ANTUNES - Portugal (Gouvernement)	* suppléant M. Lopes
M. Peter ALTMAIER - Allemagne (Parlement)	* suppléant M. Teufel
M. Henrik HOLOLEI - Estonie (Gouvernement)	* suppléant M. Meri
Mme. Piia Noora KAUPPI - Parlement européen	* suppléante M. Kirkhope

(Cartons bleu : Speroni, Vassiliou, MacLennan of Rogart)

OBSERVATEURS

M. Emilio GABAGLIO - Partenaires sociaux
M. João CRAVINHO - Partenaires sociaux
M. Manfred DAMMEYER - Comité des régions
(Cartons bleu: Cisneros, Bruton, Borrell)

* * *

Vendredi 10 juillet

Séance de clôture de la Convention

M. Klaus HÄNSCH
M. Lamberto DINI
M. John BRUTON
M. Jens-Peter BONDE
M. Michel BARNIER
M. Henning CHRISTOPHERSEN
M. Elmar BROK
M. Jürgen MEYER
Mme Ana PALACIO
M. Andrew DUFF
M. Dimitrij RUPEL
M. Johannes VOGGENHUBER
M. Dick ROCHE
M. Caspar EINEM
M. Pierre LEQUILLER
Mme. Hanja MAIJ-WEGGEN
M. René van der LINDEN
M. Henrik HOLOLEI
M. Vytenis ANDRIUKAITIS
(Cartons bleu: Haenel, Heathcoat-Amory, Speroni).
M. Giuliano AMATO
M. Jean-Luc DEHAENE
M. Valéry Giscard d'ESTAING